Les parcs nationaux aux États-Unis et la « tragédie des commons »

Contribution à la caractérisation de la pratique professionnelle des guides de haute montagne

Séverine Wozniak et Arnaud Buchs

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rga/2078>

DOI : 10.4000/rga.2078

ISSN : 1760-7426

Traduction(s) :

U.S. National Parks and "The Tragedy of the Commons" - URL : <https://journals.openedition.org/rga/2084> [en]

Éditeur :

Association pour la diffusion de la recherche alpine, UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Référence électronique

Séverine Wozniak et Arnaud Buchs, « Les parcs nationaux aux États-Unis et la « tragédie des commons » », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine* [En ligne], 101-4 | 2013, mis en ligne le 24 novembre 2013, consulté le 08 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rga/2078> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rga.2078>

Ce document a été généré automatiquement le 8 décembre 2022.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Les parcs nationaux aux États-Unis et la « tragédie des commons »

Contribution à la caractérisation de la pratique professionnelle des guides de haute montagne

Séverine Wozniak et Arnaud Buchs

Les parcs nationaux américains ont connu une fréquentation croissante à partir de la fin de la Seconde guerre mondiale, ce qui initia le programme de développement de la Mission 66 au cours des décennies 1950 et 1960 par les administrations successives.

Ce programme, qui prit fin en 1966 avec le centenaire du *National Park Service* (NPS), visait des améliorations physiques, la restauration des ressources du parc, l'augmentation des effectifs affectés à la protection et à l'interprétation ainsi que de la surface de l'espace protégé afin de compléter le dispositif (Jameson, 1980). Preuve de son importance, ce programme aura finalement coûté plus d'un milliard de dollars. Le NPS est aujourd'hui considéré comme faisant partie du patrimoine américain. Néanmoins, la gestion actuelle des territoires protégés est problématique et donne lieu à un certain nombre de points de controverse (par exemple, l'opposition entre Milton Friedman et Martin Weisbrod dans les années 1960). Parmi eux, on peut citer la situation des professionnels qui travaillent dans les parcs, tels que les guides de haute montagne confrontés à l'actuel système de permis et de concessions.

D'un point de vue méthodologique, cette recherche articule un volet théorique, emprunté au champ de l'économie de l'environnement, et un volet empirique. Elle vise à examiner le régime des droits de propriété des parcs nationaux, considérés à la fois comme des biens de club et des biens publics. Notre objectif est de contribuer à la discussion portant sur la gestion appropriée de ces zones en montrant qu'une plus grande implication de tous les acteurs locaux dans la définition des règles d'accès et de gestion des parcs pourrait sans doute être bénéfique.

Cette recherche a été menée dans le cadre d'un projet plus vaste visant à définir la communauté professionnelle des guides de haute montagne américains, ainsi que son discours et sa langue (Wozniak, 2011). Les données utilisées dans cette étude ont été recueillies lors d'une étude de terrain dans la région de Boulder, Colorado, en Juillet

2009. Notre corpus empirique est constitué de documents d'experts (documents internes utilisés par les agences de guides, tels que les formulaires de candidature, les décharges, les permis, etc.) et de documents d'archive de l'*American Mountain Guides Association* (AMGA). À cela s'ajoute un corpus de données primaires issues de quinze entretiens semi directifs réalisés dans le but de comprendre les différentes facettes de cette situation complexe (entretiens avec des guides de haute montagne professionnels, des membres du Conseil de l'AMGA, des écologistes et des *rangers*).

Cet article vise à présenter les enjeux relatifs à l'accès aux territoires protégés aux États-Unis et à leur protection, à travers l'analyse de la pratique professionnelle des guides de haute montagne américains travaillant dans des zones gérées au niveau fédéral ou au niveau local. En tant que professionnels, ils sont impliqués dans l'élaboration des règles qui organisent l'accès à ces espaces et assurent leur protection. Nous commençons par dresser le contexte général de cette recherche. Ensuite, la grille de lecture théorique, et plus particulièrement l'article de Garrett Hardin « The Tragedy of the Commons », est présentée et discutée. Enfin, le système actuel de permis et de concessions, qui affecte les conditions de travail des guides de haute montagne, est caractérisé et analysé.

Les alpinistes américains et la protection de l'environnement

L'analyse des prérequis exigés pour les activités de montagne dans les parcs nationaux aux États-Unis met en lumière des éléments suggérant l'existence d'une approche en faveur d'une réglementation saine et durable des pratiques dans un environnement naturel identifié comme remarquable et méritant donc d'être protégé. Dans cette perspective, dès l'apparition des premiers clubs régionaux d'alpinisme, les alpinistes américains ont naturellement pris part à la protection de leur environnement. Le plus emblématique de ces clubs est sans doute le Sierra Club, à l'origine un club alpin.

La profession de guide est née aux États-Unis en parallèle au développement du tourisme alpin, qui a débuté dans le Colorado à la fin du XIX^e siècle (Selters, 2004). En 1899, la compagnie ferroviaire canadienne (*Canadian Pacific Railway*) recruta des guides de haute montagne suisses originaires d'Interlaken et les installa à Laggan (Lake Louise, Alberta, Canada) et à Glacier House (Colombie-Britannique, Canada)¹. La compagnie ferroviaire recruta également Edward Whymper, qui venait de faire la première ascension du Cervin, pour gravir le mont Assiniboine dans l'Alberta. Finalement, ce fut James Outram, un autre membre du Club alpin, qui réalisa la première ascension en 1901.

Rapidement, s'est posée la question de la formation professionnelle de ces guides. Les premières associations sont apparues à la fin du XIX^e siècle avec, par exemple, l'*Adirondack Guides Association*. Grâce à elle, des bûcherons locaux ont pu offrir leurs services de guides professionnels aux touristes — le but de l'association était notamment de certifier que ces guides étaient qualifiés. Paul Petzoldt, ancien membre de la 10^e Division de montagne et guide de haute montagne dans le Grand Teton (Wyoming), était une personnalité dominante de la communauté des alpinistes américains. Dans les années 1960, il fonda la *National Outdoor Leadership School* (NOLS), l'un des premiers organismes offrant une formation professionnelle aux guides aux États-Unis. Les premières formations de moniteurs NOLS furent mises en place en 1965.

Dans les années 1970, alors que les guides commençaient à structurer leur profession, cette dernière était principalement constituée de quelques guides indépendants et de quatre grandes agences de guides bénéficiant de concessions au sein de plusieurs parcs nationaux : l'*American Alpine Institute*, *Exum Mountain Guides*, *Rainier Mountaineering Inc.* et la *Yosemite Mountaineering School*. La formation des guides recrutés par ces agences était essentiellement mise en œuvre via un système de parrainage. Aujourd'hui encore, il n'existe pas de formation ou de certification obligatoire pour les guides de haute montagne aux États-Unis. C'est la raison pour laquelle la profession tente de s'auto-réglementer et de s'organiser, par l'intermédiaire de deux associations, l'AMGA et la *Certified Guides Cooperative* (CGC). L'AMGA est une organisation à but non lucratif de type 501(c)(3), créée en 1979 et gérée par des guides professionnels. Jusqu'à une période récente, elle était le seul organisme en charge de la formation des guides de haute montagne américains. Aujourd'hui encore, elle reste le seul organisme responsable de la certification des guides de haute montagne conformément aux normes internationales établies par la profession (Union Internationale des Associations de Guides de haute Montagne — UIAGM). La CGC est issue de la *Certified Guides Federation*, fondée en 2005, et représente les guides américains certifiés selon les normes UIAGM ou AMGA. Elle offre à ses membres l'accès à une couverture d'assurance, plus particulièrement une couverture responsabilité civile, et vise à promouvoir l'accès des guides certifiés aux zones naturelles protégées qui relèvent du système de permis et de concessions.

Aujourd'hui, l'accès aux espaces protégés représente l'un des enjeux majeurs pour les guides de haute montagne aux États-Unis. Cette question à l'échelon national a pris une ampleur internationale lorsque l'AMGA a rejoint l'UIAGM en 1997. En effet, l'une des conditions pour adhérer à l'UIAGM est le respect du principe de réciprocité : « un des principaux objectifs de l'UIAGM est de rendre la pratique de la profession de guide de haute montagne possible et plus facile dans tous les pays membres » (UIAGM/IFMGA, 2000, *Standard of the IFMGA*, document interne). Afin de rendre effective cette possibilité pour les guides de haute montagne américains de travailler librement dans tous les pays membres de l'UIAGM (notamment dans les Alpes), l'AMGA doit s'assurer que tous les guides étrangers certifiés UIAGM sont autorisés à travailler sur le territoire américain. À cause du système actuel de permis et de concessions, ceci est bien évidemment impossible. Aussi, il nous paraît pertinent de nous intéresser à la question du statut et de la gestion des parcs nationaux américains.

Les parcs nationaux américains : la confusion de Garrett Hardin

Cette section présente la grille de lecture théorique et prend comme point de départ l'article de Garrett Hardin, spécialiste de l'environnement, « The Tragedy of the Commons » (*Science*, 1968), pierre angulaire des développements ultérieurs de l'économie de l'environnement et ce malgré la confusion qu'il introduit sur la notion de bien commun.² Afin de lever cette confusion (toujours problématique, comme l'illustre la figure 1) et de qualifier la nature des parcs, nous présentons dans un deuxième temps deux outils théoriques : la typologie des biens et les quatre régimes de propriétés sur les ressources qui peuvent être appliqués au cas des parcs nationaux.

Dans la lignée des travaux de Manning (2007), nous considérons que l'article de Hardin est fondamental pour comprendre les débats actuels sur la gestion des parcs. Afin de présenter les risques de surexploitation des biens environnementaux, Garrett Hardin développe l'exemple d'un pâturage en usage commun, où l'absence de règles conduit à une « tragédie », la disparition du pré :

Therein is the tragedy. Each man is locked into a system that compels him to increase his herd without limit — in a world that is limited. Ruin is the destination toward which all men rush, each pursuing his own best interest in a society that believes in the freedom of the commons. Freedom in a commons brings ruin to all. (1968, p. 1244)

Pour renforcer son propos, il prend l'exemple des parcs nationaux aux États-Unis :

The National Parks present another instance of the working out of the tragedy of the commons. At present, they are open to all, without limit. The parks themselves are limited in extent — there is only one Yosemite Valley — whereas population seems to grow without limit. The values that visitors seek in the parks are steadily eroded. Plainly, we must soon cease to treat the parks as commons or they will be of no value to anyone.

What shall we do? We have several options. We might sell them off as private property. We might keep them as public property, but allocate the right to enter them. The allocation might be on the basis of wealth, by the use of an auction system. It might be on the basis of merit, as defined by some agreed-upon standards. It might be by lottery. Or it might be on a first come, first-served basis, administered to long queues. These, I think, are all the reasonable possibilities. They are all objectionable. But we must choose — or acquiesce in the destruction of the commons we call our National Parks. (1968, p. 1245)

Selon l'auteur, l'absence de règles encadrant l'accès aux parcs nationaux conduit inexorablement à leur sur-fréquentation et, partant, à leur dégradation (liée au problème notoire de coordination exprimé ici en terme de « capacité de charge » [*« carrying capacity »*])³. Néanmoins, cette conclusion repose sur la confusion entre les ressources gérées comme des biens communs et les ressources en libre accès (Wade, 1987 ; Stevenson, 1991). Selon Ciriacy-Wantrup et Bishop (1975), cette interprétation est en partie due à un manque de distinction entre la nature de la ressource et le régime des droits de propriété présidant à son accès et à usage, alors même qu'une même ressource peut être exploitée selon des régimes de droits de propriété différents. Afin de lever cette confusion, il convient préalablement de définir les catégories de biens et les différents régimes de propriété.

Selon l'économie standard, les biens sont traditionnellement présentés suivant une typologie à deux critères : la rivalité et l'« excludabilité ». Le premier critère caractérise la possibilité ou non pour une même unité d'un bien d'être consommée simultanément par deux personnes. Ainsi, un bien non-rival pourra être consommé par une personne sans compromettre la possibilité d'une autre de le faire (par exemple, le paysage). D'autre part, l'« excludabilité » renvoie à la possibilité ou non d'exclure une personne de la consommation d'un bien une fois celui-ci produit.

Ainsi, quatre types de biens sont identifiés : (i) les biens privés, définis comme des biens rivaux avec possibilité d'exclusion ; (ii) à l'inverse, on trouve les biens publics purs, biens non-rivaux et sans possibilité d'exclusion (exemple de la défense nationale) ; entre ces deux extrêmes, se trouvent les biens publics impurs, partiellement rivaux et/ou partiellement exclusifs. On distingue (iii) les biens communs, définis comme des biens rivaux sans possibilité d'exclusion (par exemple, la forêt communautaire et les ressources halieutiques) ; et (iv) les biens de club (Buchanan, 1965), définis comme des

biens non-rivaux avec possibilité d'exclusion en raison d'éventuels problèmes de congestion (par exemple, une piscine ou une autoroute) (Cf. fig. 1).

Figure 1. Une typologie des biens : rivalité et excludabilité

Source : adapté de Bolt *et al.* (2005, p. 2).

L'interprétation erronée de Hardin est encore courante aujourd'hui, comme l'illustre la figure 1, tirée d'un document réalisé par la Banque mondiale en 2005 qui réitère la confusion entre le libre accès et la propriété commune. Néanmoins, compte tenu de leur nature, les parcs sont présentés ici comme des biens de club.

Ensuite, en fonction de l'agent ou du groupe qui détient le droit de propriété, Daniel Bromley (1989 : 872) distingue quatre régimes de droits de propriété : le « régime de propriété publique », le « régime de propriété privée », le « régime de propriété commune » et le « libre accès » (ce dernier régime est un non-droit, puisqu'aucun droit ni devoir n'est établi) :

State property: Individuals have *duty* to observe use/access rules determined by controlling/managing agency. Agencies have *right* to determine use/access rules.

Private property: Individuals have *right* to undertake socially acceptable uses, and have *duty* to refrain from socially unacceptable uses. Others (called "nonowners") have *duty* to refrain from preventing socially acceptable uses, and have a *right* to expect only socially acceptable uses will occur.

Common property: The management group (the "owners") has *right* to exclude nonmembers, and nonmembers have *duty* to abide by exclusion. Individual members of the management group (the "co-owners") have both *rights* and *duties* with respect to use rates and maintenance of the thing owned.

Non property: No defined group of users or "owners" and so the benefit stream is available to anyone. Individuals have both *privilege* and *no right* with respect to use rates and maintenance of the asset. The asset is an "open access resource."

Selon le premier outil théorique, les parcs nationaux seraient des biens publics impurs : ils s'apparenteraient à des biens de club. En effet, afin de remédier au problème de

congestion (Prato, 2001 ; Porter, 2004), le NPS a décidé de mettre en place un système d'exclusion qui s'apparente à un péage (Turner, 2002).

Ensuite, l'actuel mode de gestion des parcs nationaux est loin de s'apparenter à une *res nullius* en accès libre. L'exploitation des parcs témoigne d'un régime de propriété publique et de délégation de service à des concessionnaires privés, « on the basis of merit, as defined by some agreed-upon standards » pour reprendre les termes de Garrett Hardin. Néanmoins, dans le contexte actuel, des conflits d'usage émergent.

Lors de la création des parcs nationaux, les prélèvements des ressources naturelles apparaissaient parfaitement légitimes (exploitation minière, forestière, hydraulique, etc.). La mission de protection de ces ressources naturelles fut précisée bien plus tard ; elle accompagnait la volonté de promouvoir l'accès des touristes : un subtil équilibre entre développement et protection (Byrand, 2007). Depuis les années 1960, la doctrine de l'usage raisonnable des ressources [*doctrine of usefulness*] a cédé la place à une doctrine plus radicale de protection de la nature, puis de l'environnement et, enfin, de la biodiversité (Héritier & Moumaneix, 2007 ; Dilsaver & Young, 2007). Se pose alors clairement la question du niveau approprié de gouvernance (Adams, 2002). Dans cette perspective, nous étudions la question de la place des guides et de leur pratique professionnelle dans les parcs nationaux.

Accès et protection : la pratique professionnelle des guides américains

Aux États-Unis, l'accès aux parcs nationaux est payant. Par exemple, il en coûte vingt dollars par voiture pour séjourner une semaine dans la vallée de Yosemite. Il est obligatoire de réserver si on veut y camper pendant la saison et les randonneurs souhaitant bivouaquer dans le parc doivent se procurer un permis gratuit (*wilderness permits*). Cette pratique interroge bien sûr le grimpeur européen, l'expression *wilderness permits* ne relève-t-elle pas un peu, sinon de l'oxymore, du moins du paradoxe ? Pour séjourner dans le parc national du Denali, il faut s'acquitter d'un droit d'entrée de dix dollars. Il en coûte trois cents cinquante dollars de plus par alpiniste pour tenter l'ascension du Denali ou du Foraker (ascension qui n'est possible qu'après l'obtention d'un permis et d'une pré-inscription)⁴. La pratique sportive elle-même est réglementée dans les parcs. Ainsi, dans les années 1960, le premier vainqueur en solo de Willis Fall (paroi sur le mont Rainier, Washington), Charlie Bell, s'est vu infliger une amende de cinquante dollars pour l'avoir gravie malgré l'interdiction des dirigeants du parc, qui trouvaient la paroi trop exposée :

I find it paradoxical that Bonatti got a medal for his Matterhorn solo and I paid a \$50 fine for my Rainier solo; but if I were running Rainier Park, I would surely prohibit myself from doing it again. (cité dans Selters 2004, p. 195)

L'activité professionnelle des guides de haute montagne se trouve elle aussi strictement réglementée dans les parcs nationaux : elle entre dans le cadre du système de permis et concessions mis en place par le NPS, dans le but de réglementer les délégations de prestations de services. Afin de gérer au mieux sa ressource, l'autorité locale est responsable de l'attribution de concessions (pour une période de dix ans généralement), pour chaque type d'activité : « land managers are federally-mandated but the land is locally-managed. NPS for instance, each manager has his total say on

what happens in their parks⁵ ». L'attribution des concessions dans le cadre des mandats du NPS doit suivre une procédure préétablie, respectant cinq règles et étapes :

- (i) une procédure d'appel ouverte (*competitive selection process*),
- (ii) la communication de l'appel à marché (*solicitation of proposals*), incluant une description de la prestation (*prospectus*),
- (iii) des exigences minimales (*minimum requirements*), notamment en matière de droits reversés au parc et de protection de l'environnement,
- (iv) la sélection de la meilleure proposition selon les critères antérieurement énoncés,
- (v) pour certaines concessions (revenu brut annuel supérieur à cinq millions de dollars, durée de concession supérieure à dix ans), une procédure de validation par le Congrès (*Committee on Resources of the House of Representatives, Committee on Energy and Natural Resources of the Senate*). (National Park Service 1998, p. 2-4)

Les prestataires déjà concessionnaires ne sont pas prioritaires dans la procédure décennale, à l'exception de trois cas particuliers, notamment pour les guides (*outfitter, guide services* et *small contracts*), du fait de la prise en compte du facteur de risque de ce type de service (National Park Service 1998). Nous avons strictement limité notre recherche aux activités en terrain de haute montagne (alpinisme, ski alpinisme, cascade de glace), tout en gardant à l'esprit que l'activité professionnelle d'un guide de haute montagne peut inclure d'autres types de prestations (escalade sur rocher par exemple). Six parcs nationaux américains sont concernés (voir tableau 1) ; chacun applique un système de concession unique (Rocky Mountain National Park, Glacier Bay National Park, Wrangell – St. Elias National Park) ou multiple (Denali National Park, Grand Teton National Park, Mount Rainier National Park).

Ce système est appliqué de façon rigoureuse. Ainsi les guides qui tentent de travailler dans les parcs sans autorisation sont poursuivis : en 1993, au Denali, deux guides ayant mis en danger leurs clients ont été condamnés à verser des amendes pour un total de 9 100 dollars :

These illegal trips seriously compromised client safety. One client became seriously ill with life threatening HAPE and HACE and would have died had he not been rescued by the Park's helicopter. Another guide abandoned two clients and allowed them to wander around unroped in extremely hazardous terrain. They also suffered from frostbite. (National Park Service 1993, p. 6)

Tableau 1. Liste des concessionnaires

Parc	Concessionnaires
Denali National Park	Alaska Mountaineering School, Alpine Ascents International, American Alpine Institute, Mountain Trip, National Outdoor Leadership School, Rainier Mountaineering
Glacier Bay National Park	Alaska Mountain Guides and Climbing School
Grand Teton National Park	Exum Mountain Guides, Jackson Hole Mountain Guides, National Outdoor Leadership School
Mount Rainier National Park	Alpine Ascents International, International Mountain Guides, Rainier Mountaineering

Rocky Mountain National Park	Colorado Mountain School
Wrangell - St. National Park	St. Elias Alpine

SOURCE: NATIONAL PARK SERVICE 2010

Le système pose problème aujourd'hui mais il semble difficile à remettre en cause. S'ils en soulignent la lourdeur et la complexité (« pages and pages »⁶, « it's a mess ! »⁷, « it's a lot of paperwork »⁸), les concessionnaires le soutiennent car il leur permet de bénéficier d'une rente. Les gestionnaires des parcs partagent ce point de vue car ils se trouvent rassurés par un système qui facilite leur contrôle. En effet, certains guides, non ou mal formés, mettent parfois leurs clients en danger par leurs pratiques.

In general, it serves the federal system well in that ... for bureaucracy it makes management easy: there is one place to go for complaints, you can make sure that one concession is hiring guides who meet your qualifications, who are aware of the environmental aspects of the job, if the public complain you tell them where to go.⁹

Si ce système permet un certain contrôle du respect des procédures environnementales et de sécurité (en facilitant la mise en place du programme *Leave No Trace* par exemple), il constitue aujourd'hui un frein à la pratique professionnelle des guides certifiés, et partant, un frein au développement de la profession de guide de haute montagne aux États-Unis (Wozniak, 2011). De plus, il est un des principaux obstacles à l'application du principe de réciprocité de l'UIAGM. Notons que le parc des North Cascades (le North Cascades National Park Complex qui regroupe Ross Lake et Lake Chelan) est un des rares parcs « ouverts » sans système de concession : tous les guides peuvent obtenir un permis (*Commercial Use Authorization*) pour y travailler.

Conclusion

La caractérisation des parcs nationaux est complexe. D'un point de vue strictement théorique ils correspondraient à des biens de club. Néanmoins, symboliquement, ces parcs sont des biens publics, ayant une valeur de non-usage (valeur intrinsèque) qui participe à la permanence des valeurs nationales et du patrimoine américain¹⁰ :

National parks have *nonuse values* if people get satisfaction from knowing that parks exist, even if they have never visited them and never plan to visit them. By their nature, goods with nonuse values are pure public goods: There is no way to exclude individuals from getting nonuse values, and one individual's value is unaffected by the fact that others are also getting nonuse values from the same resource.

There are several possible sources of nonuse values of national parks. Historians of America's national parks emphasize the parks' importance in developing a national identity through the preservation of nature [...]. (Turner, 2002)

Les apports théoriques en termes de *Common Pool Resources* (Ciriacy-Wantrup & Bishop, 1975 ; Ostrom, 1990)¹¹ et de patrimoine commun (Petit & Romagny, 2009) témoignent tous deux d'une filiation avec l'économie institutionnelle au sens large et ouvrent la possibilité d'une nouvelle approche quant à la gestion des ressources naturelles. En effet, en posant les jalons d'un cadre analytique alternatif au modèle marchand, promu par Milton Friedman dans le cas des parcs, ces derniers permettent de dépasser l'interprétation pessimiste de la tragédie des biens communs et, surtout, les lectures

partiales soutenues par de nombreux économistes. Comme le montre le cas de la gestion des ancrages fixes par l'*Action Committee for Eldorado* (Eldorado Canyon State Park), chaque parc gagnerait peut être à la mise en place d'un système subsidiaire de gestion communautaire de la ressource (Adams, 2002), intégrant à la fois les gestionnaires du parc délégataires de l'autorité fédérale, les associations de guides certifiés et les autres usagers pour la définition des règles d'accès et d'usage.

BIBLIOGRAPHIE

- ADAMS W. M., 2002.- National parks as common pool resources : scale, equity and community", in 9th *International association for the study of common property conference*, Victoria Falls, Zimbabwe, 17-21 juin.
- AMERICAN ALPINE CLUB, 1961.- « Proceedings of the club, annual report of the secretary for the year 1960 », in *American Alpine Journal*, vol. 12, n°35, pp. 445-450.
- BOLT K., RUTA G., SARRAF M., 2005.- *Estimating the cost of environmental degradation. A training manual in English, French and Arabic*, The World Bank Environment Department, septembre.
- BROMLEY D., 1989.- « Property relations and economic development : the other land reform », in *World Development*, vol.17, n° 6, pp. 867-877.
- BUCHANAN J., 1965.- « An economic theory of clubs », in *Economica*, vol. 32, n°125, pp. 1-14.
- BYRAND K., 2007.- « Integrating preservation and development at Yellowstone's Upper Geyser Basin, 1915-1940 », in *Historical Geography*, vol. 35, pp. 136-159.
- CIRIACY-WANTRUP S.V., BISHOP R.C., 1975.- « "Common property" as a concept in natural resource policy », in *Natural Resources Journal*, vol. 15, pp. 713-727.
- DILSAVER L., YOUNG T., 2007.- « U.S. parks and protected areas: origins, meanings and management », in *Historical Geography*, vol. 35, pp. 7-11.
- FIGUEIREDO Y., 2007.- « Inventing Yosemite Valley: national parks and the language of preservation », in *Historical Geography*, vol. 35, pp. 12-37.
- FRUSH J., 2002.- « 100 years of alpine leadership », in *American Alpine Journal* vol. 44, n°76, pp. 54-71.
- HARDIN G., 1968.- « The tragedy of the commons », in *Science*, vol. 162, pp. 1243-1248.
- HARDIN G., 1991.- « The tragedy of the unmanaged commons. Population and the disguises of providence », in R.V. Andelson (ed.), *Commons without tragedy : protecting the environment from over-population. A new approach*, Savage MD, Barnes & Noble, pp. 162-185.
- HAZEN H., 2008.- « "Of outstanding universal value" : the challenge of scale in applying the world heritage convention at national parks in the U.S. », in *Geoforum*, n°39, pp. 259-264.
- HERITIER S., MOUMANEIX C., 2007.- « Protection et gestion dans les parcs nationaux canadiens et états-unis. Quelques enjeux actuels », in *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 51, n°143, pp. 155-176.

- JAMESON J. R., 1980.- « The national park system in the United States : an overview with a survey of selected government documents and archival materials », in *Government Publications Review*, vol. 7a, pp. 145-158.
- MANNING R. E., 2007.- *Parks and carrying capacity : commons without tragedy*, Island Press.
- MUIR J., 1977.- *Mountaineering essays*, The University of Utah Press.
- NATIONAL PARK SERVICE ALASKA, 1993.- « Denali National Park and Preserve 1993 mountaineering summary », consulté en juin 2012.
- NATIONAL PARK SERVICE, 1998.- *National Park Service Concessions Management Improvement Act*, visited June 2012.
- OSTROM E., 1990.- *Governing the commons. The evolution of institutions for collective action*, Cambridge University Press.
- PETIT O., ROMAGNY B., 2009.- « La reconnaissance de l'eau comme patrimoine commun : quels enjeux pour l'analyse économique ? », in *Mondes en développement*, vol. 1/37, n°145, pp. 29-54.
- PORTER R., 2004.- « Determining as acceptable carrying capacities for recreation use as identified by key stakeholders : a focus group process », in *Proceedings of the 2004 Northeastern recreation research symposium*, pp. 304-309.
- PRATO T., 2001.- « Modeling carrying capacity for national parks », in *Ecological Economics*, n°39, pp. 321-331.
- SELTERS A., 2004.- *Ways to the sky: a historical guide to North American mountaineering*, The American Alpine Club Press.
- STEVENSON G., 1991.- *Common property economics. A general theory and land use applications*, Cambridge University Press.
- TURNER R. W., 2002.- « Market failures and the rationale for national parks », in *The Journal of Economic Education*, vol.33, n°4, pp. 347-356.
- WADE R., 1987.- « The management of common property resources: collective action as an alternative to privatisation or state regulation », in *Cambridge Journal of Economics*, vol.11, pp. 95-106.
- THE WILDERNESS SOCIETY, 2005.- *A handbook on the Wilderness Act*, The Wilderness Society.
- WOZNIAK S., 2011.- « Contribution à la caractérisation de l'anglais de l'alpinisme par l'étude du domaine spécialisé des guides de haute montagne états-uniens », thèse de doctorat non publiée, Université Bordeaux Segalen (France).

NOTES

1. « The railroad paid them subsistence wages and required them to entertain the media, travel in Swiss folk costumes, and do menial work when not engaged with guests. » (Selters, 2004)
2. Hardin lui-même corrigea son erreur, en suggérant que le titre de son célèbre article aurait dû être modifié de façon à utiliser le terme « *unmanaged commons* » à propos des biens en libre accès (Hardin, 1991).
3. Prenant comme point de départ la même citation de Hardin, Robert E. Manning (2007) a réalisé une étude abondamment documentée sur la résolution des problèmes de capacité dans les parcs.

4. Dans une lettre du 7 septembre 2010 à Jon Jarvis, directeur du NPS, les dirigeants de l'*Access Fund*, l'*American Alpine Club* et l'*AMGA* s'émeuvent d'une proposition unilatérale du NPS visant à porter les droits pour la pratique de l'alpinisme à 500 dollars par alpiniste pour le Denali National Park, et de 30 à 50 dollars à Mount Rainier National Park. (<<http://www.americanalpineclub.org/pt/denalinatparkfeeincrease>>. Consulté le 11 janvier 2011)
 5. Entretien téléphonique avec Margaret Wheeler, présidente de l'*AMGA*, juillet 2009.
 6. Échange de courriels avec Colby Coombs, *Alaska Mountaineering School*, juillet 2009.
 7. Entretien avec Kathy Cosley, guide certifiée UIAGM, février 2009.
 8. Entretien avec John Bicknell, *Colorado Mountain School*, juillet 2009.
 9. *Ibidem*.
 10. Sur la valeur « nationale » des parcs aux yeux des visiteurs américains, voir Hazen (2008).
 11. Économiste et politologue, Elinor Ostrom est la première femme à avoir obtenu, en 2009, le « Prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel ».
-

RÉSUMÉS

Centrée sur l'étude de la pratique professionnelle des guides de haute montagne américains, cette recherche vise à présenter une analyse transdisciplinaire des enjeux liés à l'accès aux parcs nationaux aux États-Unis et à leur protection. D'un point de vue méthodologique, ce travail s'appuie à la fois sur une étude empirique et sur un volet théorique emprunté au champ de l'économie de l'environnement. Prenant pour point de départ la confusion introduite par Garrett Hardin dans son article « The Tragedy of the Commons » (*Science*, 1968), les auteurs présentent une typologie des biens communs et des différents droits de propriété afin de lever cette confusion. Cette grille de lecture est ensuite appliquée aux observations issues d'un travail de terrain mené au sein de la communauté des guides en juillet 2009 dans le Colorado.

INDEX

Mots-clés : parcs nationaux, guides de haute montagne, biens communs, environnement

AUTEURS

SÉVERINE WOZNIAK

Institut des langues et des cultures d'Europe et d'Amérique, Université Grenoble Alpes (ILCEA), Grenoble, France

ARNAUD BUCHS

Institut de géographie et durabilité, Université de Lausanne (UNIL), Faculté des Géosciences et de l'Environnement, Lausanne, Suisse